

AFRICAN PEACE AGORA

LES SERIES DE WEBINAIRES DU GOREE INSTITUTE

NOTE DE SYNTHÈSE

Les crises politiques face aux exigences
démocratiques au Sahel : **rôle et place des femmes**





African Peace Agora (APA) est un cadre d'échanges, d'apprentissage et de discussions sur les sujets d'actualité qui marquent et concernent l'Afrique. Ce concept initié par le **Gorée Institute** dans le but renforcer sa communication institutionnelle, réunit chaque mois dans un espace virtuel, d'éminents experts dans des domaines variés pour produire des analyses de très haute facture sur la géopolitique et la géostratégie internationales et les questions de gouvernance en passant par les facteurs d'insécurité, les défis socioéconomiques et politiques, l'intégration régionale, les élections, le leadership des jeunes et des femmes, les questions migratoires et de changement climatique, l'espace et la technologie civique entre autres sujets sur l'Afrique en général et l'Afrique de l'ouest et le Sahel en particulier.

Ce cadre d'échanges met en relief les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes et propose des pistes de solutions aux défis actuels, afin de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique à travers l'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions, conformément à la mission de Gorée Institute.

Le deuxième numéro d'APA coïncide avec le mois de mars marqué par la Journée internationale des femmes, également appelée journée internationale des droits des femmes, dont le thème de cette année s'intitule : « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation ». Ainsi, conformément à sa mission de lutte pour la protection des droits des femmes , le Gorée Institute vous propose un thème qui replace la femme au sein de l'action politique et qui rappelle que les femmes sont des partenaires stratégiques non négligeables. Il s'agit des « crises politiques face aux exigences démocratiques au Sahel : rôle et place des femmes ». Au cœur de cette mission du GORIN, se trouve l'implication des femmes au processus de paix, la participation politique des femmes, la prise en compte du genre dans les politiques publiques, l'autonomisation de la prochaine génération de jeunes catalyseurs d'un changement durable.



Les crises politiques face aux exigences démocratiques au Sahel

Rôle et place des femmes

En collaboration avec

Pr VALERIE OUEDRAOGO/ROUAMBA

Professeur titulaire de Sociologie à l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou

BINTOU FOUNE SAMAKE

Directrice exécutive du WILDAF Mali et ancienne ministre de la Femme

SIMONE MBODE DIOUF

Jeune ambassadrice de la paix de l'Union Africaine pour l'Afrique de l'Ouest

Introduction

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique subsaharienne, en particulier la région du Sahel, est confrontée à une succession de crises politiques profondes, exacerbées par des conflits armés, des instabilités institutionnelles et des transitions démocratiques fragiles. Dans ce contexte de tensions multiformes, les exigences démocratiques, entendues comme la mise en place d'une gouvernance participative, inclusive et transparente, se heurtent à de nombreux défis d'ordre politique, économique et social.

Pourtant, une dimension importante, souvent sous-estimée, émerge progressivement : le rôle grandissant des femmes dans la gestion de ces crises et dans la consolidation démocratique. ¹Bien qu'elles soient traditionnellement marginalisées dans la sphère politique, leur contribution s'est révélée décisive dans les processus de paix, de réconciliation, de défense des droits humains et de promotion des normes démocratiques. Dans cet environnement fragilisé par l'insécurité et les instabilités politiques, la participation des femmes apparaît désormais comme un levier incontournable pour renforcer la stabilité et les institutions démocratiques.

Toutefois, malgré leurs actions significatives, elles demeurent fréquemment exclues des espaces décisionnels, que ce soit en raison d'obstacles institutionnels ou de normes socioculturelles. Elles doivent donc relever un double défi : conquérir une place pleine et entière dans les processus politiques, tout en répondant aux impératifs démocratiques dans un contexte où les crises minent les fondements mêmes de la démocratie. Cette complexité soulève des interrogations essentielles : quel est le rôle réel des femmes face aux crises politiques au Sahel ? Et dans quelle mesure leur engagement peut-il influencer la consolidation démocratique dans une région confrontée à des défis sécuritaires et institutionnels chroniques ? S'inscrivant dans le deuxième numéro d'African Peace Agora (APA) du Gorée Institute, cette note vise à analyser la place et le rôle des femmes face aux crises politiques dans le Sahel et leur potentiel de transformation démocratique.

¹ Les femmes, actrices incontournables dans la prévention des conflits | UNOWAS

Elle s'organise autour de quatre axes, à savoir les contrecoups de la fragilité des États au Sahel sur les femmes, les opportunités que les femmes pourraient saisir dans les régimes de transition, l'urgence de stabiliser le concept « genre » dans un contexte culturel et sécuritaire assez particulier, et enfin les défis et les perspectives pour une inclusion effective des femmes dans les processus de résolution des crises dans la région.

I- La fragilité des États au Sahel : un facteur d'aggravation des inégalités et de la vulnérabilité des femmes

Les pays du Sahel figurent parmi les États les plus fragiles au monde², selon les indices internationaux qui mettent en lumière l'incapacité persistante de leurs gouvernements à exercer un contrôle effectif sur l'ensemble de leur territoire. Cette fragilité structurelle se manifeste particulièrement dans les zones périphériques et transfrontalières, où la présence de l'État est minimale et l'accès aux services sociaux de base presque inexistant.

Cette défaillance des institutions publiques ne se limite pas à une crise de gouvernance ; elle engendre une dynamique de vulnérabilisation qui touche de plein fouet les femmes. Dans ces contextes instables, elles se retrouvent à endosser davantage de responsabilités sociales au sein de leurs foyers et de leurs communautés, sans les ressources nécessaires pour y faire face. L'insécurité, les violences, l'accès restreint aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux opportunités économiques renforcent leur marginalisation. Bien que la condition des femmes dans cette région ait toujours été marquée par de profondes inégalités, la détérioration de l'autorité étatique et la persistance des conflits ont considérablement exacerbé leur précarité.

² 5ème édition Dialogue du Sahel-Sahara « Entre fragilités hybrides et agendas internationaux compétitifs au Sahel : quelles sont les perspectives envisageables pour la région ? »

L'espace civique, déjà limité, se réduit davantage pour elles, rendant difficile leur participation aux processus décisionnels. Dans ce contexte, il devient impératif de repenser les réponses politiques et institutionnelles en y intégrant une perspective de genre. Le renforcement de l'État de droit, l'amélioration de l'accès aux services essentiels et la mise en place de dispositifs spécifiques de protection et d'autonomisation des femmes doivent constituer des priorités dans toute stratégie de stabilisation durable au Sahel.

1- L'impact des conflits armés sur la condition des femmes

Dans les contextes de conflit, les femmes sont particulièrement exposées à des formes extrêmes de violence, notamment les violences sexuelles, le viol utilisé comme arme de guerre, l'exploitation sexuelle et la traite. L'instabilité générée par ces conflits affaiblit les mécanismes de protection existants et rend les services de sécurité inopérants, accentuant ainsi leur vulnérabilité face à ces abus.

Par ailleurs, l'effondrement des institutions de gouvernance tend à renforcer les normes sociales patriarcales, restreignant davantage les droits et les libertés des femmes. Cette dynamique conduit à une marginalisation accrue, freine leur participation à la vie politique et économique, et se traduit par une sous-représentation persistante dans les processus décisionnels.

2- Genre et fragilité étatique, la double peine pour les femmes

Dans les contextes de fragilité étatique, les femmes se trouvent souvent en première ligne des vulnérabilités économiques, sociales et sécuritaires. L'instabilité chronique des institutions, l'insuffisance des politiques publiques et la faiblesse des mécanismes de protection ont des répercussions particulièrement marquées sur leur quotidien. Sur le plan économique, la précarité généralisée limite fortement l'accès des femmes à des opportunités viables et durables. Cantonnées majoritairement à l'économie informelle, elles subissent l'instabilité des revenus, l'absence de couverture sociale et un accès limité au crédit et aux ressources productives.

Cette réalité est accentuée par l'absence de politiques publiques ciblées en faveur de l'entrepreneuriat féminin, dans des environnements juridiques souvent défailants qui exposent les femmes à des formes diverses d'exploitation et de discrimination. Par ailleurs, la fragilité de l'État se manifeste par un accès réduit, voire inexistant, aux services sociaux de base : santé, éducation, eau et assainissement. Les femmes, principales gestionnaires du bien-être familial, sont les premières à en ressentir les effets. Le manque d'infrastructures de santé adaptées, notamment en matière de santé maternelle, contribue à des taux de mortalité élevés.

De même, l'accès à l'éducation reste un défi majeur pour les filles, surtout dans les zones rurales ou en situation d'insécurité. En période de conflit, ces vulnérabilités s'aggravent. Les priorités nationales se tournent vers la militarisation, reléguant les questions de genre au second plan. Les déplacements forcés de populations exposent les femmes réfugiées ou déplacées internes à des conditions de vie extrêmement précaires, marquées par la perte d'accès à la terre, à l'emploi et aux services essentiels. L'insécurité juridique généralisée dans ces contextes limite l'accès des femmes à la justice et les prive de recours en cas de violences ou d'abus. L'impunité devient ainsi la norme, renforçant une culture de la loi du plus fort au détriment des droits fondamentaux.

Cependant, malgré ces contraintes, des dynamiques positives émergent. Dans certains pays, les femmes commencent à s'impliquer plus activement dans des institutions historiquement fermées. Au Burkina Faso, par exemple, des femmes participent aujourd'hui aux efforts de sécurité à travers les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), bien que leur présence sur le terrain opérationnel reste encore marginale. Au Mali, entre 2012 et 2015, elles ont joué un rôle notable dans les initiatives de paix, même si leur participation aux processus décisionnels reste limitée. Ces exemples montrent que, malgré un environnement peu favorable, les femmes ne sont pas de simples victimes de la fragilité étatique. Elles en sont aussi des actrices de résilience et de reconstruction. Il est donc essentiel de renforcer leur inclusion dans les mécanismes de gouvernance, de sécurité et de développement, pour espérer bâtir des sociétés plus justes et plus stables.

II- Les régimes de transition : une opportunité ou un obstacle pour les femmes ?

La question des régimes de transition au Sahel, en plus de sa complexité intrinsèque, est étroitement liée à une multitude de facteurs politiques, sociaux et économiques. Ces régimes, souvent issus de crises politiques profondes, de coups d'État ou de bouleversements institutionnels majeurs, peuvent dans certains cas ouvrir une fenêtre d'opportunité pour repenser les structures de gouvernance. Ils offrent ainsi, potentiellement, un espace propice à la redéfinition des rôles sociaux et à une participation accrue des femmes dans la sphère politique.

Toutefois, cette dynamique reste largement conditionnelle. Elle dépend non seulement de la volonté des nouveaux dirigeants à intégrer une perspective de genre, mais aussi de la mobilisation de la société civile, de la pression internationale et du contexte historique propre à chaque pays. Par conséquent, les effets des transitions politiques sur les droits et la place des femmes dans la société varient considérablement d'un État sahélien à l'autre.

1- Les opportunités féminines lors des transitions politiques et démocratiques

Les périodes de transition politique offrent des fenêtres d'opportunité majeures pour l'avancement des droits des femmes et leur inclusion dans les processus décisionnels. Lorsque ces transitions s'accompagnent de réformes constitutionnelles ou d'engagements formels en faveur de l'égalité des sexes, elles peuvent favoriser une représentation accrue des femmes dans les instances politiques, notamment par l'instauration ou le renforcement de quotas. Par ailleurs, l'élan de renouveau suscité par le changement de régime crée souvent un climat favorable aux revendications féminines. Les mouvements de plaidoyer portés par les femmes trouvent ainsi un écho plus important, bénéficiant d'une attention accrue dans un contexte de reconstruction institutionnelle.

Au Mali, l'année 2023 a été marquée par des avancées notables en ce sens. Les femmes maliennes ont réussi à faire adopter une feuille de route équité-genre visant à améliorer leur participation au processus électoral. Parallèlement, des progrès ont été enregistrés dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité³. Des mécanismes de coordination sont désormais opérationnels tant à Bamako qu'au niveau régional, accompagnés de plans d'action localisés pour la concrétisation de la Résolution 1325. En outre, les périodes de transition peuvent être propices à l'adoption de législations plus inclusives dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation ou la lutte contre les violences basées sur le genre. Au-delà des réformes institutionnelles, ces dynamiques peuvent également favoriser une évolution des normes sociales, contribuant à créer un environnement plus favorable à l'émancipation des femmes et à leur participation active à la vie publique et économique.

2- Les femmes du Sahel, des oubliées des différentes transitions

Malgré les engagements affichés par les régimes de transition en faveur d'une meilleure représentativité des femmes dans les sphères décisionnelles, de nombreux obstacles structurels et contextuels continuent de freiner leur participation effective. Dans plusieurs pays du Sahel, les normes sociales fortement patriarcales et les valeurs traditionnelles et religieuses demeurent profondément ancrées, limitant considérablement l'accès des femmes aux responsabilités politiques et économiques. Cette tension entre les principes démocratiques promus par les régimes de transition et les résistances sociétales locales complique la mise en œuvre des réformes en faveur de l'égalité de genre.

En dépit de déclarations officielles et d'initiatives ponctuelles, l'instabilité politique, l'influence persistante de courants conservateurs, ainsi que le manque de ressources et de volonté politique compromettent la concrétisation de ces engagements. Par ailleurs, l'insécurité chronique dans la région, exacerbée par les conflits armés et les activités terroristes, a un impact disproportionné sur les femmes. Ces conditions restreignent davantage leur accès aux

³ Agenda Femmes, Paix et Sécurité : quand les Maliennes prennent la paix en main | Nations Unies Maintien de la paix

espaces d'expression et de décision, même en contexte de transition. Quelques exemples illustrent ces dynamiques : au Mali, à la suite du coup d'État de 2021, les revendications des femmes pour une représentation accrue dans les processus de négociation ont été visibles, mais peinent encore à se traduire en résultats concrets.

Au Niger, la suppression du ministère du Genre a suscité une vive inquiétude parmi les organisations féminines, perçue comme un recul dans la prise en compte des droits des femmes. De même, au Burkina Faso, l'instabilité persistante continue de limiter significativement la participation des femmes aux instances de décision. Dans ce contexte, il devient impératif d'identifier des leviers concrets pour dépasser les blocages structurels, renforcer les mécanismes de protection et d'inclusion, et inscrire durablement les droits des femmes dans les processus de gouvernance transitionnelle.

III-Le «Genre», un concept à stabiliser en Afrique et au Sahel

Au Sahel comme ailleurs en Afrique, la question demeure sujette à débats et se heurte parfois à des résistances. Elle est souvent en conflit avec des traditions, des croyances religieuses, des identités culturelles et des structures de pouvoir profondément enracinées. Dès lors, le concept du genre a besoin d'être éclairé et même contextualisé, avec une approche plus inclusive et égalitaire du genre, adaptée aux contextes locaux.

1- Harmoniser genre, culture et croyances pour un changement durable

Dans le contexte africain où les traditions, les normes culturelles et religieuses jouent un rôle central dans la vie sociale, arrimer le genre et valeurs locales peut créer un cadre culturellement adapté et où les changements sont plus acceptables et durables. Cela amoindrirait le risque de rejet des initiatives liées à l'égalité de genre comme des "impositions étrangères". Cette approche favoriserait plutôt l'acceptation du changement, éviterait les conflits sociaux et renforcerait les droits humains dans un langage culturel. D'autant

plus que beaucoup de principes liés à l'égalité (respect, justice, dignité) sont déjà présents dans les traditions africaines, mais parfois interprétés différemment. Intégrer les dimensions de genre de manière respectueuse des croyances locales permettrait une participation plus large des femmes et des hommes dans la vie économique, politique et sociale. Cela aiderait également à transformer les normes de genre discriminatoires sans créer de ruptures brutales.

2- Sortir du ghetto ministériel pour une approche transversale

La création d'un ministère en charge des questions féminines, souvent intitulé « ministère de la Femme », est une pratique répandue dans de nombreux pays, notamment au sein de la région sahélienne. Elle traduit, en apparence, une volonté politique de promouvoir l'égalité de genre. Cependant, cette démarche comporte un risque : celui de cantonner les enjeux liés au genre à un périmètre institutionnel restreint, alors même qu'ils traversent l'ensemble des politiques publiques. En effet, les inégalités de genre ne se limitent pas à la sphère domestique ou sociale ; elles sont présentes dans tous les secteurs : éducation, santé, emploi, justice, environnement, etc.

Dès lors, leur traitement ne peut être efficace que s'il repose sur une approche transversale, intégrée dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de l'ensemble des politiques publiques. Confiner ces enjeux à un seul ministère revient souvent à isoler la question du genre et à en réduire la portée stratégique. Cela peut également entraîner une forme de « démission institutionnelle » des autres ministères, qui se désengagent de leurs responsabilités en matière d'égalité. À l'inverse, l'intégration systématique d'une perspective de genre dans chaque secteur constitue une réponse plus ambitieuse et plus cohérente, en phase avec les revendications des mouvements féminins et les standards internationaux en matière de gouvernance inclusive.

Cette approche transversale permet de renforcer l'efficacité des politiques publiques et de promouvoir une transformation structurelle en faveur de l'égalité entre les sexes.

3- Penser le genre à l'intersection des identités sociales

Les conditions de vie des femmes varient en fonction de nombreux paramètres. Dans le contexte africain, il est donc essentiel de privilégier une approche intersectionnelle du genre afin de saisir la complexité des expériences vécues. Cette approche permet de prendre en compte les inégalités imbriquées qui façonnent les trajectoires individuelles selon une pluralité d'identités et de contextes spécifiques.

En Afrique, et particulièrement au Sahel, où les analyses de genre sont souvent influencées par des normes héritées de la colonisation, l'adoption d'une perspective intersectionnelle offre la possibilité de désoccidentaliser les grilles de lecture, en les réancrant dans les réalités historiques et culturelles locales. Le continent africain, et le Sahel en particulier, ne forment pas un bloc homogène : ils se caractérisent par une grande diversité de structures sociales, religieuses et économiques. Dans ce cadre, l'intersectionnalité apparaît comme un outil précieux pour dépasser les généralisations et mieux appréhender la complexité des dynamiques de genre.

IV- Les défis et les perspectives pour une inclusion effective des femmes

Parer à l'exclusion systématique des femmes des processus politiques au Sahel suppose une identification rigoureuse et sans complaisance des freins à leur participation. Sans cela, toute stratégie risquerait de rester superficielle et inefficace. Pour promouvoir une inclusion réelle et durable des femmes dans la gestion des crises politiques au Sahel, il est essentiel d'appréhender les défis et les perspectives dans leur complexité et leur interdépendance.

1- Le Sahel est-il contraint de choisir entre paix et égalité de genre ?

Au Sahel comme ailleurs, la question du genre est systématiquement reléguée au second plan en période de crise et de conflit, alors que les femmes devraient être au cœur des réponses politiques, sociales, démocratiques et humanitaires. Les gouvernements concentrent leurs

efforts sur ce qu'ils désignent comme des « besoins immédiats » (sécurité, armement, besoins sociaux de base) en excluant les enjeux de genre, considérés à tort comme « non prioritaires ».

Cette marginalisation se fait au détriment des femmes et des filles, qui sont pourtant les premières victimes de ces crises. Pourtant, répondre efficacement aux défis de la région nécessite d'aborder de front les inégalités de genre structurelles qui entravent la participation pleine et entière des femmes à la gestion des crises. Cela implique notamment de renforcer le cadre légal et institutionnel, d'améliorer l'accès des femmes à l'éducation et à l'information, de transformer les normes sociales discriminantes, de favoriser leur autonomisation économique, de garantir leur sécurité et leur protection, et de promouvoir leur participation active aux processus de paix et de gouvernance.

L'inclusion des femmes au Sahel suppose également de lutter résolument contre les violences basées sur le genre, de combattre leur exclusion des sphères décisionnelles, et de remettre en question des normes sociales et culturelles restrictives. Dans un contexte de crises politiques récurrentes et d'insécurité généralisée, il est particulièrement difficile pour les femmes, surtout celles vivant en zones rurales et reculées, d'exercer leurs droits politiques ou de participer à la vie publique dans des conditions sûres.

2- Faire du leadership féminin et de l'inclusion politique une nécessité stratégique au Sahel

En termes de perspectives, il importe pour les Etats du Sahel d'encourager et de soutenir la participation des femmes dans les processus politiques, y compris dans les négociations de paix et de réconciliation. C'est en ce sens qu'il urge pour les gouvernements d'adopter les quotas nominatifs de représentation féminine dans les parlements, les conseils locaux et les instances décisionnelles, pour permettre aux femmes non seulement de jouer pleinement leur rôle, mais aussi d'augmenter leur visibilité et leur influence.

La capacité des femmes à participer activement aux processus politiques et démocratiques passe aussi par l'amélioration de leur accès à l'éducation, à la formation professionnelle, ainsi qu'à des programmes d'autonomisation économique. Ce qui inclut la formation de leaders féminins et la promotion de modèles de femmes dans des rôles de leadership. C'est à ce titre qu'il est attendu des femmes qu'elles fassent preuve de solidarité intergénérationnelle.

Du point de vue politique, il convient de réviser les rôles et places des femmes au sein des partis politiques où les fonds ne prennent pas en compte la formation des femmes. De la même manière, il est impératif de revoir à la hausse le faible financement des organisations de femmes et de leurs initiatives⁴. Car les organisations féminines locales jouent un rôle clé dans la sensibilisation, la mobilisation et la représentation des intérêts des femmes dans les crises politiques. Les soutenir et les financer, c'est miser sur leur efficacité et leur impact dans les processus de décision.

Recommandations

Pour surmonter les obstacles aux initiatives portées par les femmes en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, les intervenantes de l'APA2 ont proposé des recommandations dont voici les plus pertinentes :

- Renforcer les initiatives féminines plutôt que de les affaiblir, afin de consolider leur impact et leur durabilité.
- Allier actions concrètes et volonté politique des États en matière de reconnaissance du rôle des femmes dans la prévention et la résolution des crises.
- Développer les compétences féminines par des formations ciblées et mettre en place des politiques de genre cohérentes et adaptées aux réalités locales.

⁴ 02e4f750-fr.pdf

- Promouvoir des figures féminines inspirantes et encourager leur mise en lumière ainsi que la reproduction de leurs modèles de réussite.
- Appliquer de manière effective les politiques de quotas en matière de représentation féminine, en garantissant leur mise en œuvre par les États.
- Encourager le mentorat et le réseautage entre femmes pour assurer une relève solide et durable.
- Intégrer les perspectives féminines dans l'élaboration des politiques et programmes à tous les niveaux.
- Impliquer activement les hommes dans les politiques de promotion de l'égalité de genre, en les positionnant comme alliés du changement.



Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique



(+221) 33 849 48 49

BP : 05, Gorée/Dakar-Sénégal

info@goreeinstitut.org www.goreeinstitut.org

Résidence Bibi, rue des gourmets/Ile de Gorée

Nous travaillons pour une Afrique pacifique, juste et prospère; une Afrique qui s'insère dans l'arène mondiale de manière plus stratégique; une Afrique dotée de sociétés ouvertes et autonomes, d'institutions solides et d'individus robustes; une Afrique avec des États à la fois efficaces et démocratiques, des entreprises prospères mais transparentes, et des sociétés civiles engagées socialement mais indépendantes.